



Direction générale de l'Aménagement / Direction de la Nature

CONVENTION financière 2024 Entre le Secours Populaire et Bordeaux Métropole

Entre les soussignés

L'association le Secours Populaire, association régie par la loi du 1er juillet 1901, représentée par son directeur, M. Vincent Bordas, domiciliée 95 quai de Paludate 33800 Bordeaux, dûment habilité aux présentes ci-après désignée **Secours Populaire**

Et

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux cedex, représentée par sa Présidente, Christine BOST, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération n°du conseil métropolitain du

Ci-après désigné « Bordeaux Métropole »

Il est dit et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Bordeaux Métropole a adopté son Projet Alimentaire Territorial le 24 novembre 2022 (délibération N°2022-770) et valorise ainsi l'importance de travailler avec les acteurs locaux pour transformer le système agricole et alimentaire local. Ainsi, Bordeaux Métropole porte une ambition de « **Structurer et rendre accessible pour tous les métropolitains et toutes les métropolitaines en situation de précarité une offre alimentaire saine, équilibrée, bio et de qualité** », pour cela Bordeaux Métropole souhaite s'appuyer sur les acteurs de la solidarité alimentaire de son territoire, notamment, les structures d'aide alimentaire telles que le Secours Populaire. Cette association promeut une solidarité populaire durable et planétaire. Bordeaux Métropole participe financièrement au fonctionnement de cette association depuis plusieurs années comme un soutien à l'activité d'intérêt général de cette association. Avec le vote de son projet alimentaire de territoire, Bordeaux Métropole souhaite réaffirmer la pertinence et la nécessité de ce partenariat en renouvelant son soutien financier.

En application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1er du décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001, une convention s'impose pour tout financement public aux organismes de droit privé supérieur à 23 000 €.

En complément de cette subvention, des aides indirectes peuvent être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association. À titre d'information, pour l'année 2023, le Secours populaire a bénéficié de différentes aides en nature de la Métropole dont la valorisation s'est élevée à 16 463€ (soit 76 jours de mécénat de compétence). Ce montant ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif 2024, au

regard du périmètre des aides effectivement accordées pour l'exercice 2024 et de leur valorisation actualisée.

ARTICLE 1. OBJET ET TEMPORALITE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Bordeaux Métropole attribue une subvention au Secours Populaire l'année 2024.

L'organisme bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule les actions décrites à l'Annexe 1 – Programme du Secours Populaire pour 2024.

Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

Sous réserve du vote des crédits nécessaires au budget des exercices concernés, Bordeaux Métropole s'engage à octroyer à l'organisme bénéficiaire une subvention plafonnée à 50 000€, équivalent à 3,5% du montant total estimé des coûts éligibles d'un montant de 1 436 106 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe de cette convention.

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles seraient inférieures au montant des dépenses éligibles retenu, le montant définitif de la subvention sera déterminé par application de la règle de proportionnalité suivante :

$$\text{Subvention définitive} = \frac{\text{Dépenses réelles} \times \text{Subvention attribuée}}{\text{Montant des dépenses éligibles}}$$

Ce calcul sera effectué au regard du compte rendu financier que l'organisme bénéficiaire devra transmettre à Bordeaux Métropole selon les modalités fixées à l'article 5.

Dans l'hypothèse où le montant définitif de la subvention serait inférieur aux acomptes déjà versés, l'organisme est redevable du trop-perçu. Bordeaux Métropole adressera alors un courrier d'information à l'organisme, suivi ensuite d'un avis de sommes à payer pour rembourser ce trop perçu.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en préambule. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE 4. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole procèdera au versement de la subvention selon les modalités suivantes :

- 80 %, soit la somme de 40 000 €, après signature de la présente convention ;
- 20 %, soit la somme de 10 000 € après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole conformément à l'article 5, somme qui peut être revue à la baisse en vertu des conditions définies à l'article 2.

La subvention sera créditée au compte de l'organisme bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5. JUSTIFICATIFS POUR PAIEMENT DU SOLDE

Pour pouvoir prétendre au versement du solde de la subvention, l'organisme bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable et au plus tard le 31 août 2025), dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- **Un compte rendu financier, signé par toute personne habilitée**, et conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- **Le rapport d'activité ou rapport de gestion.**
- **Pour les organismes soumis à un commissaire aux comptes :**
 - Le rapport général du commissaire aux comptes ;
 - Le rapport spécial sur les conventions règlementées du commissaire aux comptes ;
 - Les comptes annuels signés et paraphés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) prévus par l'article L.612-4 du code de commerce.
- **Pour les organismes non soumis à un commissaire aux comptes :**
 - Les comptes annuels de l'organisme signés et paraphés par le Président [ou la Présidente] (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) »]

A défaut de communication des documents susmentionnés, auprès de Bordeaux Métropole dans les délais impartis, l'organisme est réputé renoncer au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 6. AUTRES ENGAGEMENTS

L'organisme bénéficiaire communique sans délai à Bordeaux Métropole la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant

réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.

L'organisme bénéficiaire fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'organisme bénéficiaire s'engage à souscrire, à respecter et à fournir à Bordeaux Métropole le Contrat d'Engagement Républicain prévu par le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'organisme bénéficiaire, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Respect des règles de la concurrence : l'organisme bénéficiaire pourra être soumis aux directives communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celui-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou d'« entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire.

ARTICLE 7. CONTROLES EXERCES PAR BORDEAUX METROPOLE

L'organisme bénéficiaire s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

Sur simple demande de Bordeaux Métropole, l'organisme bénéficiaire devra lui communiquer tous les documents utiles de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, l'organisme bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'organisme bénéficiaire exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

L'organisme bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Bordeaux Métropole ne puisse être recherchée.

Il devra à même de produire à tout moment à Bordeaux Métropole les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 9. COMMUNICATION

L'organisme bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole (notamment en apposant le logo de Bordeaux Métropole) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Il s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 10. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'organisme bénéficiaire sans l'accord écrit de Bordeaux Métropole, cette dernière peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. Bordeaux Métropole en informe l'organisme par écrit.

ARTICLE 11. AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 12. CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable devant un tiers choisi par les deux parties.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 13. ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour Bordeaux Métropole :

Madame la Présidente de Bordeaux Métropole
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux cedex
Pour l'organisme bénéficiaire :
Monsieur le Directeur du Secours Populaire

ARTICLE 14. PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- Annexe 1 : Programme du Projet 2024
- Annexe 2 : Budget prévisionnel 2024
- Annexe 3 : Modèle de compte-rendu qualitatif et financier

Fait à Bordeaux, le / /2024, en 3 exemplaires

[Prévoir autant d'originaux que de signataires + 1 pour le contrôle de légalité. Pour les autres exemplaires éventuellement nécessaires, avoir recours aux copies conformes.]

Signatures des partenaires

Pour Bordeaux Métropole
Christine Bost, Présidente

Pour Secours Populaire
Vincent Bordas, Directeur

Annexe 1 – Programme d’actions 2024

Le Secours populaire est toujours présent dans 31 communes de Gironde et cela grâce à l’engagement des 1 470 bénévoles. Sur la métropole bordelaise, ce sont **12 communes** dans lesquelles les bénévoles agissent pour venir en aide à **13 625 personnes** en 2023 reçues sur les communes de Bordeaux, Bègles, Villenave d’Ornon, Talence, Pessac, Floirac, Cenon, Lormont, Ambarès, Saint-Vincent de Paul, Mérignac, Saint-Médard-en-Jalles. Cela représente donc un peu plus de **67% des personnes accueillies dans nos structures en Gironde en 2023**. Si la porte d’entrée de notre action solidaire reste très majoritairement l’aide alimentaire, ces foyers ont aussi pu trouver d’autres types d’aide dans nos 34 permanences d’accueil : aide sur le plan vestimentaire, pour le matériel d’hygiène, orientation pour l’accès aux droits administratifs et fondamentaux (santé, logement, insertion sociale et professionnelle), aide directe pour le droit aux loisirs, à l’accès au sport, à la culture, aux vacances... En 2023, si le chiffre départemental est stable, celui de l’aide alimentaire sur la métropole est, pour la deuxième année consécutive, en augmentation de près de 10% sur métropole bordelaise. A noter, la légère baisse de la part des mineurs dans la population aidée : ils représentaient 41% des personnes aidées, nous descendons à 35%. Cela s’explique en partie par la montée en charge du nombre de personnes seules reçues (9% des personnes reçues en moyenne, plus de 10% sur nos antennes de Bordeaux, Bègles et Saint-Médard) et des séniors qui sont plus nombreux dans les zones hors métropole (plus de 5% des personnes reçues à Bordeaux, Cenon et Pessac).

Une implantation en développement sur la Métropole

Comme l’ensemble des acteurs de la solidarité et de la lutte contre l’exclusion, nous nous sommes interrogés sur les éventuelles « zones blanches » de notre action dans le département. Bien évidemment, les secteurs connus des acteurs politiques apparaissent à l’échelle du département : Haute-Gironde, Sud-Gironde/Réolais, Bassin d’Arcachon. Mais nous avons également identifié des zones à enjeux pour le développement de la solidarité au cœur de l’agglomération. C’est le cas de **Bordeaux-Nord** (Bacalan, Grand-Parc, Les Aubiers) d’où proviennent **11% des 4 900 personnes** en 2022 dans notre antenne bordelaise du cours de la Somme.

Rapprocher notre action, pour y apporter une solidarité généraliste, est une ambition qui s’est croisée avec celle de la ville et du CCAS de Bordeaux. Ceux-ci ont en effet travaillé sur la coordination de l’aide alimentaire à Bordeaux-Nord, aboutissant entre autres à l’ouverture d’un nouveau lieu, le Pavillon bleu. Situé à Bacalan, ce lieu accueille notre distribution alimentaire mensuelle (assurée jusqu’ici sur la résidence Blanqui), ainsi que celle – hebdomadaire, de l’association Gargantua. Lors de ces distributions, une équipe d’une dizaine de bénévoles apporte les informations et propositions de réorientation en matière d’accès aux droits, à la santé, aux sports, à la culture... Ouvert en septembre 2023, cette nouvelle antenne est devenue un point de repère supplémentaire pour les personnes en précarité sur Bordeaux-Nord. Et, dans ce même souci de couverture des « zones blanches », nous sommes en cours d’équipement d’un camion aménagé pour apporter la solidarité généraliste sans avoir besoin d’ouvrir un nouveau lieu et en soutien aux lieux existants. Ce « **Solidaribus** » sillonnera évidemment le département dans les zones précédemment citées. Mais nous avons aussi l’ambition qu’il parcoure dès 2024 des secteurs non-suffisamment couverts de la métropole. Nous sommes ainsi déjà en contact avec le CCAS d’Eysines pour une intervention hors-champs de l’aide alimentaire (les associations présentes sur la ville font déjà ce travail).

L’aide alimentaire en danger

En 2023, le fond d’aide aux plus démunis (FEAD) a changé de nom (SEAA - Soutien européen à l’aide alimentaire) mais son devenir reste précaire. Maintenu et réactualisé par l’UE après la crise de 2020, il

revient en 2023 au niveau de ce qu'il était avant cette crise, amputé de lots infructueux¹ non compensés. Ainsi, alors que le nombre de personnes aidées a augmenté de 10% en 2023, les denrées arrivant du SEAA ont elles diminué de plus de 15% la même année. Cette aide européenne représente près de 40% des denrées distribuées dans nos structures. Parallèlement, comme les autres associations de solidarité, nous subissons un effet (indésirable) de la loi anti-gaspillage avec la baisse drastique du produit des ramasses auprès des supermarchés locaux. Ces évènements vont nous conduire à développer la collecte auprès du grand public (opérations caddies) et les partenariats privés. Mais ces opérations ont leur limite dans cette période d'inflation et d'incertitude. Nous devons donc certainement recourir à des achats dont nous sommes en train d'évaluer les conditions et modalités.

Annexe 2 – Budget prévisionnel 2024

Charges	En €	Recettes	En €	%
Achats	336 000	Ventes en produits finis, prestations de services	245 000	
Services extérieurs	78 500	Subventions d'exploitation	239 000	
Autres services	146 500	Etat		
Impôts et taxes	11 000	Région	5 000	
Charges de personnel	458 530	Département	100 000	
Autres charges de gestion courante	283 026	Bordeaux Métropole	50 000	
Charges financières	50	Ville de Bordeaux		
Charges exceptionnelles	2500	Autres communes	66 000	
Dotations aux amortissements, provisions et engagements	80 000	Emplois aidés	16 000	
Report de fonds dédiés	40 000	Autres subventions publiques (CAF, etc.)	17 000	
		Subventions reçues d'autres SPF (dont ANCV)	35 000	
		Autres produits de gestion courante	842 000	
		Cotisations	160 000	
		Dons manuels	300 000	
		Autres	155 000	
		Produits financiers	20 000	
		Produits exceptionnels	24 106	
		Reprises sur amortissement	11 000	
		Utilisation de fonds dédiés	55 000	
Total (en €)	1 436 106	Total (en €)	1 436 106	

Annexe 3 - Modèle de compte-rendu financier

Lien d'accès au cerfa ci-dessous

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623>



Le compte-rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu est à retourner à l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée. Il doit obligatoirement être établi, avant toute nouvelle demande de subvention. Il doit être accompagné du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Le compte rendu financier est composé de trois feuillets :

1. un bilan qualitatif de l'action
2. un tableau de données chiffrées
3. l'annexe explicative du tableau

Ces fiches peuvent être adaptées par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (extraits) :

« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée. »

1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

Identification :

Nom :

Numéro SIRET :

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture :

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des Associations :

Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

2. Tableau de synthèse¹.

Exercice 20...

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				Ressources directes affectées à l'action			
60 – Achat	0	0		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
				73 – Dotations et produits de tarification			
Achats matières et fournitures				74- Subventions d'exploitation ⁴	0	0	
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs	0	0		-			
Locations				-			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance				-			
Documentation				Département(s) :			
				-			
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI ³			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				-			
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0		-			
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
64- Charges de personnel	0	0					
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel							
65- Autres charges de gestion courante				75 - Autres produits de gestion courante			
				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				77- Produits exceptionnels			
68- Dotation aux amortissements				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
CHARGES INDIRECTES AFFECTEES A L'ACTION				RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION			
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	0	0		Total des produits	0	0	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES⁴							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
880- Secours en nature				870- Bénévolat			
881- Mise à disposition gratuite de biens et services				871- Prestations en nature			
882- Prestations							
884- Personnel bénévole				875- Dons en nature			
TOTAL	0	0		TOTAL	0	0	
La subvention de€ représente% du Total des produits.							

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

³ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁴ Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »

3. Données chiffrées : annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

[Area for rules of distribution of indirect charges]

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

[Area for explanation and justification of significant deviations]

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée⁵ :

[Area for voluntary contributions in nature]

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

[Area for observations on the financial report]

Je soussigné(e), (nom et prénom)
représentant(e) légal(e) de l'association

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le à

Signature

⁵ Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »